

La très bonne nouvelle qui pourrait se cacher derrière les coups de force de MBS, le prince héritier saoudien Mohammed Ben Salman

Le tout- puissant prince-héritier saoudien Mohamed Ben Salmane ou « MBS », 32 ans, fils du roi Salmane (81 ans), ne cesse de surprendre depuis qu'il a été désigné par son père - contre toute logique coutumière - Prince-héritier du royaume.

Avec Alexandre Del Valle

Après l'Egypte d'Abdelfattah al-Sissi, qui a repris en main son pays en éradiquant les Frères musulmans et en appelant l'Université sunnite d'Al-Azhar à « réformer radicalement l'islam » ; puis après les Emirats arabes unis, entrés en guerre totale contre l'islam politique et les Frères musulmans et qui soutiennent le Palestinien modéré Mohammed Dahlane anti-Frères musulmans et le Libyen Haftar, également en guerre contre les islamistes ; c'est au tour de l'Arabie saoudite du prince-héritier MBS de rejoindre apparemment le camp du réformisme face au double défi de l'obscurantisme sunnite salafiste-jihadisme et de la menace chiite-révolutionnaire iranienne qui encercle plus que jamais son ennemi héréditaire saoudien-wahhabite. Tout cela sur fond de spectaculaire rapprochement entre Israël et ces monarchies du Golfe hostiles aux Frères musulmans et à l'axe pro-iranien. Une véritable recomposition du Proche et Moyen-Orient est en cours.

Le tout- puissant prince-héritier saoudien Mohammed Ben Salmane ou « MBS », 32 ans, fils du roi Salmane (81 ans), ne cesse de surprendre depuis qu'il a été désigné par son père - contre toute logique coutumière - Prince-héritier du royaume. Dans le cadre de la « nouvelle Arabie » qu'il appelle de ses vœux et qu'il veut « libérer » de l'islamisme obscurantiste, du clanisme, de la dépendance pétrolière et de la corruption endémique, il a procédé, le 8 novembre dernier, à une deuxième vague de purges à l'encontre d'une partie de l'élite politique et commerciale du royaume (50 personnes), ce qui porte le nombre total de princes, hommes d'affaires et dignitaires arrêtés à plus de deux cent en moins d'une semaine. Il s'agit là de la plus impressionnante vague de répression « anti-corruption » jamais réalisée en Arabie saoudite depuis sa fondation.

Réputé flambeur et va-t-en-guerre autoritaire pour les uns, « despote-éclairé » visionnaire pour les autres, MBS entend ainsi récupérer des "biens mal acquis" par la caste affairiste saoudienne qu'il a mis en résidence surveillée depuis le 4 novembre dernier dans un gigantesque salon du Ritz-Carlton, avant de transférer un certain nombre d'entre eux dans une prison dorée. La plupart est accusée de blanchiment d'argent, de corruption ou d'« exploitation de la fonction publique à des fins personnelles ». Près de 1750 comptes bancaires domestiques (privés) ont été ainsi gelés dans la foulée de la purge. Pour l'heure, les autorités saoudiennes auraient identifié la somme de 100 milliards de dollars détournée par ces dignitaires et hommes d'affaires et qu'elles entendent « récupérer », même si la chose est peu aisée puisque le gros du pactole est placé à l'étranger.

Du très gros poisson

Parmi les cibles visées figurent des personnalités du plus haut rang, notamment l'ex-prince héritier Mohammed bin Nayef (MbN), qui a été évincé en juin 2017 dans son statut d'héritier lorsque le roi Salmane l'a remplacé unilatéralement par son fils, Mohammed bin Salman, qui ne devait être au départ, selon les lois habituelles non-écrites de succession, que vice-prince héritier. Salmane, conscient de son âge avancé, a tout fait pour que son fils « préféré » monte le plus rapidement possible sur le trône. On peut citer également le fameux prince-milliardaire Al-Walid bin Talal, président de Kingdom Holding (actionnaire de Twitter et Euro Disney) et propriétaire du George V à Paris, dont la fortune s'élèverait à 17 milliards de dollars, ou encore le prince Mutaïb, fils de l'ex-roi Abdallah et ex-patron de la Garde nationale. Parmi les dirigeants d'entreprises célèbres, ont été également frappés par la méga-purge Nasser bin Aqeel al-Tayyar, fondateur de Al Tayyar Travel ; Amr al-Dabbagh, président du constructeur Red Sea International ; Bakr Ben Laden, demi-frère d'Oussama Ben Laden, à la tête de l'empire familial de construction éponyme ; Walid al-Ibrahim, patron du réseau satellite arabe MBC ; les proches de l'ex-ministre de la Défense, le prince Sultan bin Abdulaziz, décédé en 2011 ; ou encore Saleh Kamel, propriétaire de la mosquée am-Medina al-Mounawara à côté de son palais de Cannes. Précisons en passant qu'à eux seuls, les Groupes Ben Laden et Kamel totalisent près de 50 % du PIB saoudien hors hydrocarbures... Tous sont accusés de blanchir de l'argent public. Beaucoup de milliards sont à récupérer. Il est vrai qu'en période de vaches maigres - en raison du prix toujours bas du cours du brut - le prétexte est très bon pour contribuer de la sorte à renflouer les caisses de l'Etat saoudien qui fait face à une paupérisation sans précédent et qui doit trouver de l'argent à la fois pour payer la guerre couteuse au Yémen et pour poursuivre les réformes ambitieuses visant à diversifier l'économie du royaume.

Critiqué de toutes parts, accusé d'être peu diplômé (son niveau d'anglais, très faible, est un handicap diplomatique), trop jeune, va-t-en-guerre, fougueux et arrogant, MBS ne doit pas pour autant être sous-estimé. Non seulement il incarne une nouvelle génération mais il développe, à la différence de la plupart des princes du royaume, une véritable vision d'avenir pour son pays (« vision 2030 » pour la « nouvelle Arabie, fondée sur la diversification de l'économie sur fond de diminution de la rente pétrolière). Le premier axe est « la révolution économique et sociale », fondée sur la diversification, l'après-pétrole et les privatisations (l'annonce de la création d'un mégaprojet de ville nouvelle à 500 milliards de dollars rentre s'inscrit dans cette perspective); le second est la révolution religieuse, fondée sur une certaine libéralisation et une diminution de l'influence du clergé wahhabite, sommé de lâcher du lest et de s'adapter à la modernité ; la troisième est la révolution dynastique et de gouvernance, qui s'est manifestée par une brutale rupture du consensus interfamilial au sein de la nébuleuse des Saoud et une attaque en règle contre les privilèges de dignitaires, riches hommes d'affaires et princes jadis réputés intouchables mais qui menacent potentiellement l'hyper pouvoir en gestation de MBS et de sa famille proche. C'est dans ce contexte que le Prince Ben Salmane a lancé, il y a quelques semaines, un appel révolutionnaire et historique à un « retour à un islam modéré », en assurant qu'il allait lutter contre les imams et organisations islamiques radiales.

Un « Poutine arabe » ou un Al-Sissi saoudien ?

Bien que le but véritable du Prince-héritier soit d'asseoir ses pleins pouvoirs en mettant hors d'Etat de nuire tous ses concurrents, les purges lancées par lui, officiellement motivées par la lutte anti-corruption, sont très populaires en Saoudie. Elles semblent même être approuvées par une grande majorité de jeunes issus de la classe moyenne, et même moins aisés, de plus en plus désœuvrés et révoltés par les privilèges accordés jadis à la caste corrompue qui pompe les fonds publics depuis des décennies.

La stratégie de puissance nationale et régionale de MBS passe par, au niveau intérieur, par la refonte d'un Etat saoudien remodelé et modernisé, puis, au niveau extérieur-régional, par un renforcement de l'axe sunnite-nationaliste arabe aux côtés des Emirats Arabes Unis et de l'Egypte face à la double menace représentée par les frères musulmans d'un côté - épaulés par le Qatar, quant à lui « puni » - puis par la menace iranienne-chiite régionale, qui s'intensifie au Yémen, aux portes mêmes du royaume saoudien, au Liban, avec le Hezbollah, en Irak, devenu un semi-protectorat iranien en zone chiite, et en Syrie, sauvée par l'axe russo-iranien et le Hezbollah libanais. Sans oublier la « menace intérieure » représentée par les minorités chiites du Golfe et de l'est de l'Arabie saoudite, elles-mêmes violemment réprimées depuis quelques années avec la mise à mort de leur leader, Al-Nimr et de nombre de militants chiites saoudiens.

La purge actuelle, qui a en fait débuté en juin dernier, déjà, est la marque d'un durcissement et d'une renationalisation politique de ce régime jadis clanique et qui n'avait rien d'un Etat-nation. Cette refonte nationaliste et autoritaire semble à la fois s'inspirer du relatif progressisme souverainiste anti-islamiste et autoritaire des Emirats Arabes Unis - en guerre totale contre l'islam politique tant sunnite (Frères musulmans et jihadistes salafistes) que chiite-pro-iranien - et de la geste nationaliste autoritaire du président égyptien AbdelFattah Al-Sissi, lui aussi en guerre totale contre les Frères musulmans qu'il a décapité chez lui.

La menace chiite-iranienne

Dans ce contexte, on a jamais été aussi près d'un conflit armé direct entre l'Arabie saoudite de MBS, qui ne cesse d'acquérir des nouveaux systèmes d'armement à cours de milliards de pétrodollars. Rappelons que la République islamique iranienne encercle désormais son rival saoudien avec l'aide au Hezbollah et à Assad au Proche Orient ; le soutien aux milices houthistes chiites du Yémen en guerre contre le pouvoir sunnite ; puis l'aide aux militants et groupes chiites de Bahreïn et des minorités chiites vivant dans le Golfe. Et après le tir, samedi 4 novembre dernier, d'un missile en direction de l'aéroport de Ryad lancé par les rebelles Houthis chiites du Yémen, soutenus par Téhéran, l'Arabie saoudite n'a pas hésité à désigner comme responsable le régime iranien, ce qu'a également fait l'ambassadrice américaine à l'ONU Nikki Haley. La réponse mercredi, en forme de mise en garde, des autorités chiites-iraniennes a été très claire et menaçante : s'ils vont trop loin, « les Saoudiens vont se casser les dents contre la puissance » iranienne » ... Pour revenir à Saad Hariri, il est vrai que ce dernier a justifié, samedi 4 novembre, sa démission par le fait que l'Iran et son protégé libanais le Hezbollah chiite, vrai pouvoir militaire du pays, serait en train de déstabiliser le pays et les pays arabes voisins (Syrie, Irak, Yémen, etc) puis l'aurait menacé de mort, précisant que sa démission serait « volontaire » et que rien ne l'obligerait à rester à Ryad. D'autres voix se sont élevées au Liban pour dénoncer le fait que la démission de Hariri, qui avait su dialoguer de façon fructueuse avec le Hezbollah, aurait été imposée par le Prince Ben Salmane qui, depuis la crise avec le Qatar, a décidé de recadrer toutes les forces sunnites alliées qui ne partagent pas sa vision de lutte totale contre l'Iran chiite, le Hezbollah et les Frères

musulmans. La démission de Hariri, homme de dialogue qui a su s'entendre aussi bien avec les forces chrétiennes et chiites malgré l'assassinat par l'axe syro-hezbollah, de son père, est une mauvaise nouvelle pour le Liban qui s'orientait en fin vers une sortie de crise avec une nouvelle Constitution et l'annonce de nouvelles élections. Son départ plonge à nouveau le pays dans une période de trouble et elle fait même planer sur ce pays jadis déchiré par une longue guerre civile le spectre du retour de la guerre civile. C'est dans ce contexte général que, jeudi dernier, Emmanuel Macron a effectué une visite éclair dans le royaume saoudien, juste après sa visite officielle à Dubaï, et qu'il a évoqué avec MBS le sort de Saad Hariri, démissionnaire ou « démissionné » ... Le président français a précisé par ailleurs que Saad Hariri n'aurait pas demandé à venir en France, ce qui a démenti les rumeurs selon lesquelles il chercherait à trouver refuge dans l'hexagone après son recadrage par le prince Ben Salmane.

Le premier ministre Hariri, sommé de choisir entre le Hezbollah libanais chiite pro-iranien et l'Arabie saoudite sunnite ;

C'est dans ce cadre global de lutte contre l'axe islamiste chiite pro-iranien qu'il convient de replacer la démission choc du Premier ministre libanais Saad Hariri, incontestablement dictée par Ryad, qui l'y retient, et d'où Hariri a dénoncé la "mainmise" sur le Liban du Hezbollah chiite, membre de son gouvernement, mais allié de Téhéran. En réalité, cet ultime coup de théâtre, qui met fin à cas unique de cohabitation pacifique entre chiites pro-iraniens, sunnites pro-saoudiens et chrétiens pro-occidentaux (qui a abouti à l'élection à la présidence du général chrétien-maronite Michel Aoun), annonce un risque réel de chaos au Liban. En effet, de par sa volonté de contrer partout l'Iran, le prince Ben Salmane vient d'obliger le premier ministre libano-saoudien (sunnite) Hariri à mettre fin à l'entente chiite-sunnite qui était l'un des leviers de la paix au Liban depuis les années 1990, parallèlement à l'autre alliance paradoxale Aoun-Hezbollah et à la réconciliation tactique interchrétienne Michel Aoun-Samir Geagea (ex-ennemi de Aoun et chef des Forces libanaises maronites).

Un difficile chantier réformiste et des méthodes autoritaires

A la différence du volet anti-corruption, assez populaire, le volet anti-islamisme radical de MBS (modernisation, ouverture, autorisation des femmes à conduire ; appel à lutter contre l'extrémisme wahhabite et à un « islam modéré », etc), n'emporte pas une adhésion massive au sein de la population saoudienne, qui est composée à 70 % de moins de 30 ans et qui est très divisée entre modernistes aisés pro-Occidentaux et islamistes liés aux réseaux wahhabites anti-occidentaux et hostiles à toute modernisation vécue comme « infidèle » et acculturante. C'est là que MBS prend des risques réels, car une partie significative de la jeunesse tentée par le radicalisme religieux, tout comme a fortiori le clergé wahhabite des « Al-Cheikh », estiment que le jeune « Poutine saoudien » représente un danger mortel pour le modèle théocratique salafite-hanbalite officiel (source théologique du wahhabisme), d'où les menaces d'assassinats qui planent déjà sur ce despote-éclairé très clivant.

Du despotisme éclairé à la Saoud et le vrai modèle de MBS : les EAU

Loin d'être un libéral-démocrate sous prétexte d'ouverture à la modernité, Ben Salmane est plus comparable aux nouveaux leaders autoritaires adeptes de la realpolitik et du monde multipolaire, à la mode en Turquie, en Egypte, en Russie en Chine ou ailleurs, qu'aux dirigeants libéraux-démocrates à l'occidentale. A l'instar de son allié égyptien, Abdelfattah al-Sissi, Ben Salmane a de la sorte fait emprisonner des figures populaires libérales et autres blogueurs et « révolutionnaires » pacifiques proches des ONG occidentales à la Soros, qu'il considère, à l'instar de Poutine, Erdogan ou Al-Sissi, comme des « ennemis de l'intérieur » aussi dangereux pour son pouvoir que les Frères musulmans. On peut citer par exemple le cas de Salman al-Awda qui était suivi sur Twitter par 13 millions d'internautes, mais qui critiquait son autoritarisme naissant. MBS dirige ainsi ses tirs à la fois contre l'islam politique des Frères musulmans et d'autres groupes islamistes radicaux et contre leurs opposés libéraux-démocrates inspirés par le « printemps arabe ».

Le vrai modèle de MBS est en fait un grand allié de l'Egypte de Sissi, les Émirats Arabes Unis, adeptes d'un modèle autoritaire-libéral et économiquement très ouvert. Beaucoup disent que ce modèle n'est pas transposable sur une Arabie Saoudite de 25 millions d'habitants confrontée depuis des années non seulement à un chômage massif mais aussi à une pauvreté croissante au sein des saoudiens de souche eux-mêmes, ce qui est peu connu en Occident. Et cette réalité démographique couplée au prix bas du pétrole et à ses conséquences en termes de chômage et de paupérisation rend le « risque » de demande de démocratie plus tentant et dangereux pour Ben Salmane...

Toujours est-il que le véritable mentor de MBS est l'homme fort des Emirats, le cheikh Mohammed Ibn Zayed, prince héritier des Émirats arabes unis adepte du « hard power », qui a déclaré une guerre totale aux Frères musulmans et qui soutient un modèle nationaliste-arabe moderne et autoritaire à la fois tourné vers l'Occident mais non-hostile à la Russie. De même que le charismatique émir-fondateur des Emirats arabes unis, Zayed, décédé, a fait de son fils préféré Mohammed Ibn Zayed Al Nahyan le nouveau maître des Émirats en 2004, de même le roi saoudien Salmane est en train d'asseoir le pouvoir de MBS à Riyad. Et la comparaison ne s'arrête pas là : sur la papier, Ibn Zayed n'est pas le maître de la confédération des EAU, dont le chef d'Etat officiel est toujours le cheikh Khalifa, âgé de 69 ans. Mais à l'instar du roi saoudien Salmane (81 ans), Khalifa, très affaibli par trois attaques cardiaques consécutives, a déjà transféré de facto son pouvoir à son ambitieux frère cadet Mohammed, prince héritier de treize ans de moins que lui. Et il semble que cet adepte du Hard Power, qui est l'ennemi juré du rival qatari - quant à lui adepte du Soft Power -, ait eu une influence décisive sur le prince MBS, qui le consulte souvent. Vice-commandant en chef des forces armées et général depuis 2005, celui qui a commandé les troupes d'élite et l'armée de l'air émiraties s'est bâti une armée puissante, en coopération des armées américaine, britannique et française, qui disposent de bases sur place, mais aussi grâce au concours d'anciens commandos colombiens formés à la contre-guérilla et recrutés par la compagnie de mercenaires américaine Blackwater.

Depuis 2012 et 2016, la confédération des EAU, forte de 9 millions d'habitants et qui est en guerre totale contre les Frères musulmans et l'axe chiite-pro-iranien aux côtés de l'Arabie saoudite et de l'Egypte, est devenue le troisième importateur d'armes au monde et dispose à présent de sa propre industrie d'armement. Au Yémen, les troupes émiraties enregistrent face aux milices houthistes chiites pro-iraniennes les meilleurs résultats sur le terrain, et sont bien plus efficaces que les autres forces sunnites combattantes (Saoudiens, Da'esh, Al-Qaïda et forces pro-gouvernementales liées aux Frères musulmans).

Sur le théâtre d'opération libyen, les Emirats, aux côtés de l'armée égyptienne, constituent l'allié financier et militaire privilégié du général anti-islamiste Haftar, qui contrôle l'est du pays. Concernant le Qatar, récemment mis à l'index par ses voisines et frères sunnites du Golfe, c'est également Ibn Zayed qui a été l'inspirateur de la stratégie de MBS. Et chacun sait que l'accession de Mohammed Ibn Salman, au rang d'héritier de la couronne, en juin dernier, suite à l'éviction de l'ex-tout-puissant prince héritier Mohammed Ibn Nayef, ont été fortement appuyées par l'homme fort des Émirats.

D'après nombre d'analystes, Ibn Zayed est le dirigeant arabe le plus écouté et respecté à Washington, et ceci est une bonne nouvelle pour les pays occidentaux et pour l'État hébreu en lutte contre l'islamisme radical et subversif car les Emirats sont, avec al-Sissi, à la tête d'une véritable croisade contre le jihadisme et l'islam politique tant sunnite que chiite-khomeyniste iranien. Ibn Zayed a bien su faire coïncider la politique étrangère de Riyad avec sa vision idéologique et géopolitique qui ne tolère aucune manifestation de l'islamisme politique, qu'il soit chiite, des Frères musulmans, salafiste ou jihadiste, ce que le président Macron a d'ailleurs salué dans le cadre de la promotion d'un islam modéré.

En guise de conclusion

Son disciple saoudien Mohammed Ibn Salman fait preuve d'un réel courage en adhérant à sa croisade anti-islamiste, mais il prend des gros risques, car toute la légitimité originelle et présente des Saoud (et même de leur sous-branche Sudairis - à laquelle appartient MBS) vient du fanatique et tout-puissant clergé wahhabite-salafiste, parrain de l'islamisme mondial sunnite mais gardiens des Lieux saints de La Mecque et Médine puis inspirateur des grandes institutions panislamiques officielles mondiales qui servent de soft power au royaume (OCI, Ligue islamique mondiale, etc).

La tâche modernisatrice de MBS ressemble à bien des égards à une mission impossible, d'autant que parallèlement à la revanche des branches de la famille royale incriminées, celle du clergé et de ses nombreux partisans au sein de la population se prépare. MBS risque même de finir assassiné par un takfiriste jihadiste ou un wahhabite hostile à son modernisme et à la perte de pouvoir des 'Al-Cheikh' (dignitaires wahhabites alliés depuis le XVIII^e siècle aux Saoud mais sous condition... Mais le pire n'est jamais certain, et l'espoir pour le monde arabe et musulman, est énorme, car si c'est de l'Arabie saoudite qu'est parti le totalitarisme islamiste sunnite, c'est d'elle que devra partir la révolution réformatrice appelée de leurs vœux en vain par les Emirats et l'Égypte d'Al-Sissi.